

"Agitation croissante en France et en Italie" dans Süddeutsche Zeitung (22 novembre 1947)

Légende: Le 22 novembre 1947, le journal bavarois Süddeutsche Zeitung se penche sur les émeutes et sur les grèves qui paralysent la France et l'Italie et analyse le rôle joué par les partis communistes italien et français alors accusés de fomenter les troubles pour accéder au pouvoir.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Joseph; SCHWINGENSTEIN, August. 22.11.1947, n° 98; 3. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Wachsende Unruhen in Frankreich und Italien", p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/agitation_croissante_en_france_et_en_italie_dans_suddeutsche_zeitung_22_novembre_1947-fr-f832d3d9-05c6-406b-ae32-981581326bfo.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Agitation croissante en France et en Italie

Léon Blum et de Gasperi jouent le rôle de «brise-lames» / renforcement de l' armée française

(SZ) Les grèves et les troubles déclenchés par les communistes en France et en Italie ne peuvent plus être qualifiés d' actions isolées; mais ils donnent l' impression de procéder d' un plan systématique. Léon Blum a dépeint cet état de choses devant la Chambre française en constatant que l' Internationale communiste avait déclaré publiquement la guerre à la démocratie française. De même, le cardinal Schuster, archevêque de Milan, a déclaré que les troubles en Italie avaient été planifiés dans le but d' empêcher le travail de reconstruction du gouvernement et d' aider les communistes à s' emparer du pouvoir.

Paris (UP) - Le président Vincent Auriol a chargé le dirigeant socialiste français Léon Blum, aujourd' hui âgé de 75 ans, de former un nouveau gouvernement français et d' assumer pour la quatrième fois la présidence du Conseil. Blum avait déjà négocié avec les socialistes, les républicains populaires (MRP), la droite indépendante et les socialistes radicaux de Herriot en vue de la formation d' un cabinet du centre et de «sécurité nationale» afin de constituer une «troisième force» contre les communistes mais aussi contre les partisans du général de Gaulle. Au sujet du programme du gouvernement Blum, le secrétaire général du Parti socialiste Guy Mollet a déclaré qu' il ne proposerait la hausse des salaires dans tout le pays avec augmentation du salaire minimum, blocage des comptes et des salaires pour une période déterminée, harmonisation des prix dans l' agriculture et l' industrie, introduction de prix fixes et décisions de grève des syndicats qu' au scrutin secret. Un gouvernement Blum serait la dernière chance pour la France de conserver sa position en Europe.

Le président du Conseil Léon Blum posera la question de confiance à l' Assemblée nationale au sujet de son programme gouvernemental qui, d' après la Constitution française, doit recueillir la majorité absolue d' au moins 310 voix pour être approuvé. Les communistes ont déjà déclaré qu' ils poursuivraient la lutte contre un gouvernement Blum comme ils l' ont menée contre le gouvernement Ramadier. Dans les milieux bien informés, on évalue les chances de réussite du nouveau président du Conseil à 50 % environ. Les observateurs réalistes tiennent pour improbable une participation de Paul Reynaud à un cabinet Léon Blum puisque Reynaud est favorable à une grande liberté économique et il a pris position contre le contrôle gouvernemental proposé par Blum. Dans le cadre d' un cabinet du centre comprenant des groupes dissidents de droite, qualifié par la presse française de «troisième force», l' ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Pierre Flandin a été pressenti comme candidat à une participation au gouvernement. Le général de Gaulle a démenti avec véhémence l' existence d' une troisième force regroupant les communistes et son parti, étant donné qu' aucune coalition ou groupe ne pourrait représenter cette force. Si Blum devait ne pas obtenir la confiance, il resterait la possibilité d' un gouvernement dirigé par l' ancien Premier ministre Paul Reynaud, de la droite modérée, ou par le socialiste radical Herriot, président de l' Assemblée nationale.

D' après un communiqué Dena-INS, le Parti communiste français a lancé un appel au peuple français pour l' inviter à s' unir dans «une action pour accélérer le retour du Parti communiste au pouvoir». En réaction, le Premier ministre démissionnaire Paul Ramadier, qui continue provisoirement à exercer ses fonctions, a appelé exceptionnellement sous les drapeaux une partie des recrues de l' année 1947 dans un communiqué radiophonique, après que le gouvernement a appris que les communistes voulaient mobiliser leurs cellules pour le week-end. L' armée se trouve ainsi renforcée de 140 000 hommes.

Le syndicat des cheminots français a décidé d' appeler à la grève générale si une hausse immédiate des salaires de 20 % n' était pas accordée. À Marseille, les cheminots ont déjà arrêté le travail. À Paris, on dénombre en tout 200 000 métallurgistes en grève et on s' attend à une grève générale dans la région parisienne. Dans le Nord du pays, l' extraction de charbon a tout à fait cessé. Les ports français sont également paralysés. Le gouvernement a renforcé les troupes dans toutes les régions et les a chargées d' assurer les tâches vitales. En tout, plus d' un demi-million de personnes sont en grève dans toute la

France.

Heurts dans le Sud de l'Italie

Rome (AP) - Lors d'un congrès du Parti chrétien-démocrate à Naples, le président du Conseil italien Alcide de Gasperi a accusé le chef des socialistes de gauche Pietro Nenni et le dirigeant communiste Palmiro Togliatti de servir une puissance étrangère et d'inciter à la guerre civile. Selon lui, ils auraient oublié que c'est avant tout pour les Italiens qu'ils doivent défendre leur cher concept de l'Internationale. Il voit le «manifeste communiste» comme une déclaration de guerre au gouvernement dans le but de plonger l'Italie dans la tourmente sur les barricades de la démocratie. À propos du rejet du Plan Marshall par les communistes, il a déclaré que leur intention était de l'empêcher de donner à l'Italie l'aide nécessaire pour la reconstruction. Il a récusé l'accusation selon laquelle son gouvernement serait à la botte de l'impérialisme américain et du Vatican. D'après UP, de Gasperi s'est entretenu avec le Parti républicain et les socialistes de droite de Giuseppe Saragat au sujet de l'élargissement de son cabinet monopartite pour le consolider face aux communistes.

Les troubles étendus persistent dans tout le pays. Dans la province de Sienne et à Bari, la grève générale a été proclamée et des échauffourées ont opposé les manifestants et la police. En Apulie, où 2000 ouvriers agricoles sont en grève, de violents heurts ont éclaté quand les communistes ont essayé de s'emparer de trois villes. D'importantes formations d'infanterie et de policiers soutenues par des chars luttent contre les manifestants. Les troubles gagnent également Livourne et la Sicile. Cette situation est déjà qualifiée officiellement d'«anarchie totale».

Selon la BBC, le Parti socialiste d'Italie a rejeté la demande du président du parti Nenni pour que le parti se présente une nouvelle fois aux côtés des communistes aux élections législatives de l'année prochaine.